

TOBIAS HAGMANN* ET MOHAMUD H. KHALIF

LA RÉGION SOMALI D'ÉTHIOPIE

ENTRE INTÉGRATION, INDÉPENDANCE ET IRRÉDENTISME

AVEC L'INTRODUCTION DU « FÉDÉRALISME ETHNIQUE » PAR LE FRONT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE ÉTHIOPIEN, LES SOMALI BÉNÉFICIENT ENFIN D'UNE AUTONOMIE AU SEIN DE L'ÉTHIOPIE ORIENTALE. QUINZE ANS APRÈS LA FIN DU DERG, L'IDENTITÉ ÉTHIOPIENNE-SOMALI EST TOUJOURS DISPUTÉE ET LA QUESTION DE L'AUTODÉTERMINATION LOIN D'ÊTRE RÉSOLUE. LES HABITANTS DE LA RÉGION SOMALI SONT TIRAILLÉS ENTRE TROIS OPTIONS : L'INTÉGRATION À L'ÉTHIOPIE, L'INDÉPENDANCE SUR UNE BASE TERRITORIALE ET GÉNÉALOGIQUE OU L'IRRÉDENTISME VERS LE TERRITOIRE DE LA DÉFUNTE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE.

LES ÉTHIOPIENS-SOMALI : DE SUJETS À CITOYENS ?

Lorsqu'on lui demande s'il se sent davantage somali ou éthiopien, Sultan Korfa Garane Ahmed, parlementaire fédéral représentant une partie de la Région Somali d'Éthiopie, répond avec diplomatie : « Je suis un Éthiopien-Somali¹ ». Sultan Korfa descend d'un lignage clanique aristocratique de la région de Wabi Shebelle. Comme beaucoup de hauts fonctionnaires de la Région Somali, il travaillait auparavant pour le gouvernement de la République démocratique de Somalie. De sa présentation comme « Éthiopien-Somali »

* Tobias Hagmann est reconnaissant du soutien financier accordé à sa recherche par le Swiss National Centre of Competence dans le cadre de son programme « NCCR North-South ». Il remercie ses assistants de recherche, le Dr Ahmed Mohamed et Abdillahi A. Dakane, pour leur traduction des entretiens, ainsi que le Pastoral Development Coordination Office de l'État régional somali, pour avoir facilité son permis de recherche.

1. IRIN (Integrated Regional Information Network of the United Nations), « Ethiopia: IRIN interview with Federal MP Korfa Garane Ahmad », 14 novembre 2000, <<http://www.irinnews.org/webspecials/disaster/20001114.asp>>.

découlent deux conséquences majeures pour l'analyse de la politique contemporaine dans ce qui était autrefois l'Ogaden et qui est aujourd'hui dénommé l'État régional somali ou Région 5².

Depuis l'arrivée au pouvoir du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) (Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front³) en mai 1991, les tentatives pour forger une identité distincte « éthiopienne-somali », ou « somali-éthiopienne », ont supplanté les attitudes paternalistes des anciens régimes à l'égard des « nationalités sujettes⁴ ». Pour la première fois dans l'histoire de l'État-empire éthiopien ou, plus précisément, depuis l'incorporation de l'Ogaden (habité par les Somali) à l'Éthiopie à la fin du XIX^e siècle, les Somali sont officiellement reconnus comme une des « nations, nationalités et peuples » du pays. Cette reconnaissance revêt une importance symbolique, même si, comme cet article le soutient, elle n'a pas conduit à l'établissement de relations démocratiques effectives entre le gouvernement fédéral et l'État régional somali. Elle n'a pas non plus amélioré l'appréciation mutuelle que se portent les Éthiopiens des plateaux et les Somali. À travers l'histoire, « Abyssiniens » et « Somali » ont été perçus comme deux collectifs, deux identités et deux principes diamétralement opposés⁵. Dans des termes stéréotypés mais néanmoins évocateurs, Éthiopiens et Somali se sont identifiés en opposition dans différents domaines : linguistique (sémitiques vs couchitiques), religieux (chrétiens vs musulmans), économique (cultivateurs sédentaires vs pasteurs nomades) et politique (féodalisme hiérarchique vs parenté segmentaire égalitaire). Du *jiha*d mené au XVI^e siècle par Ahmed Ibrahim al-Ghazi (Gran ou Gurey) contre l'Éthiopie des plateaux au morcellement du territoire somali par l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Éthiopie, et de la guerre de l'Ogaden (1977-1978) soutenue par les puissances de la guerre froide à la récente présence des troupes éthiopiennes en Somalie (dans les régions de Gedo, Bay et Bakool), Éthiopiens et Somali se sont souvent perçus comme les membres de deux univers sociaux distincts. Cela est particulièrement prégnant pour les clans somali qui habitent et migrent au sein des 250 000 km² du territoire de la Région 5. L'assertion, certes quelque peu simpliste, de C. L. Gesheker selon laquelle ils « n'ont développé aucune loyauté de quelque nature que ce soit envers l'Éthiopie⁶ » demeure largement pertinente aujourd'hui, même si les Éthiopiens-Somali se distinguent sur le plan identitaire des Somali de la Somalie et du Kenya voisins. L'invention d'une identité éthiopienne-somali est donc remarquable dans la mesure où, jusqu'ici, elle avait été unanimement considérée comme inenvisageable.

En outre, la déclaration de Sultan Korfa soulève un second problème pour l'observateur avisé : le destin politique et l'identité des Somali de l'Éthiopie du Sud-Est demeurent fortement contestés, et ce malgré leur nouveau statut de citoyens éthiopiens. Pour le chercheur, la difficulté est de parvenir à se distancier

des récits politisés et antagonistes qui dominent les discours et les explications relatifs à la Région Somali⁷. Comme nous le verrons, l'idée d'une identité éthiopienne-somali ne représente qu'une position sur un large spectre d'identifications possibles. Si cette identité demeure fortement contestée, la façon dont elle a été appréhendée a néanmoins évolué avec le temps. Entre l'indépendance de la Somalie en 1960 et l'effondrement de cet État en 1991, le « problème de l'Ogaden » était essentiellement considéré comme un héritage colonial, contradictoire avec la revendication pan-somali visant à réunifier l'ensemble des territoires somali⁸. Le gouvernement somalien parlait alors de l'occupation et de la colonisation éthiopiennes, alors que les Éthiopiens réfutaient l'idée d'une « Grande Somalie » et la validité des revendications nationalistes de leur voisin. Dans les forums politiques internationaux, l'Ogaden était présenté et considéré par les « ethiopianistes » comme une dispute de frontière internationale entre deux États-nations souverains. Avec la disparition de l'État somalien et les réarrangements internes de l'État éthiopien en 1991, la politique au sein de l'Ogaden marqua un tournant. La Somalie perdait alors, sans le vouloir (et jusqu'à présent), ses revendications irrédentistes, tandis que le nouveau régime éthiopien invitait les chefs éthiopiens-somali à participer à l'organisation d'un nouvel État régional à base ethnique.

1991 : UN NOUVEAU COMMENCEMENT

En mai 1991, au moment de la prise de pouvoir du FDRPE à Addis-Abeba, la Région Somali était en pleine confusion. L'effondrement de l'État, la famine et la guerre civile qui prévalaient en Somalie voisine avaient conduit de

2. Nous utilisons indistinctement les appellations Ogaden, Région 5 et Région Somali. Afin de distinguer l'Ogaden en tant qu'aire géographique, nous avons opté pour l'orthographe somali « Ogaadeen » qui fait référence au clan. L'utilisation du terme « Éthiopien-Somali » est juste une facilité de langage.

3. Le FDRPE renverse, en mai 1991, le régime de la junte militaro-communiste, dite du *Derg*, arrivé au pouvoir avec la révolution éthiopienne de 1974 qui renversa Haïlé Sélassié.

4. C. L. Gesheker, « Anti-colonialism and class formation : the Eastern Horn of Africa before 1950 », *International Affairs*, vol. 18, n° 1, 1990, p. 6.

5. Parmi les références clés de l'histoire moderne de l'Éthiopie et de la Somalie, lire B. Zewde, *A History of Modern Ethiopia, 1855-1991*, Addis-Abeba, Addis-Ababa University Press, 2002 (2^e éd.); I. M. Lewis, *A Modern History of the Somali : Nation and State in the Horn of Africa*, Oxford, James Currey, 2002 (4^e éd.).

6. C. L. Gesheker, « Anti-colonialism and class formation... », art. cit., p. 12.

7. Voir T. Hagmann, « Beyond clannishness and colonialism : understanding political disorder in Ethiopia's Somali Region, 1991-2004 », *Journal of Modern African Studies*, vol. 43, n° 4, 2005 (à paraître).

8. Voir J. Drysdale, *The Somali Dispute*, New York, Praeger, 1964.

nombreux Somali à chercher refuge dans la région de l'Ogaden. Entre janvier 1991 et la mi-1992, environ 594 000 réfugiés et 117 000 personnes de retour d'exil (*returnees*) arrivèrent dans la partie nord de la région⁹. Dans ce contexte, le FDRPE eut de grandes difficultés à identifier les personnes et les organisations qui devaient être invitées à la conférence de transition de juillet 1991 à Addis-Abeba. En l'absence d'une organisation incontestée représentative des Éthiopiens-Somali, le FDRPE alloua trois sièges au mouvement historique de libération, le Front de libération somali occidental (FLSO) (Western Somali Liberation Front), et un siège au Front national de libération de l'Ogaden (FNLO) (Ogaden National Liberation Front).

Malgré le séjour prolongé de Meles Zenawi à Mogadiscio dans les années 1980, les Somali furent peu impliqués dans le choix de leurs représentants à la conférence de transition. Cette influence marginale sur le façonnage de la future Éthiopie fédérale était aussi symptomatique de leurs divisions internes. Néanmoins, après des années d'oppression sous le Derg¹⁰, la Région Somali connut pour la première fois une période de pluralisme politique durant le gouvernement fédéral de transition (GFT). L'émergence d'une multitude de partis politiques à base clanique inaugura alors de nouvelles luttes de pouvoir et d'influence. Dans la première moitié des années 1990, plus d'une douzaine de partis établirent leur siège à Jijiga : « Il y avait tant de drapeaux de partis dans la ville que l'on aurait pu penser qu'il s'agissait des Nations unies¹¹ », déclara alors un observateur.

Le premier gouvernement fut formé par le FNLO qui, lors des élections de juin 1992, obtint plus de 60 % des sièges parlementaires. Le « règne » du FNLO, dirigé par Abdullahi Mohamed Saadi, dura à peine un an. Lui succédèrent deux présidents, un candidat du FLSSO et un indépendant, tous deux associés au FNLO sur la base d'une généalogie partagée. À l'image de l'échec, de la crise et des contradictions du *leadership* et de l'agenda du FLSSO dans les années 1980, le régime FNLO s'est caractérisé par l'incertitude, la désorganisation et un manque de direction. Le premier cabinet passa l'essentiel de son temps à Addis-Abeba, sous prétexte de tisser des liens avec le GFT et de négocier le budget de la région¹². Avec le recul, plusieurs raisons expliquent la faible performance de ce gouvernement : tout d'abord, l'absence d'expérience du nouveau *leadership* dans le domaine de l'administration publique – ni le parti, ni la population en général n'avaient auparavant été confrontés aux affaires gouvernementales ; ensuite, la guerre civile qui faisait alors rage en Somalie avait accentué les tendances sectaires parmi les clans déjà fractionnels de la Région Somali ; enfin, la politique était dominée par les anciens dirigeants, rompus aux logiques claniques étroites d'une République somalienne chancelante. Comme les responsables exilés du FLSSO, ces politiciens revenus

au pays avaient une connaissance limitée des enjeux pourtant considérés comme importants par la population locale. Dès le début, la gouvernance de la Région Somali s'est donc caractérisée par une mauvaise gestion des ressources publiques, une orientation étreinée vers la poursuite d'intérêts lignagers et une absence générale de responsabilité à l'égard de la population. Cependant, l'intervention musclée du gouvernement fédéral ne fut pas provoquée par ces insuffisances, mais par la demande d'exercer le droit à l'autodétermination formulée en février 1994 par l'assemblée régionale dominée par les Ogaadeen¹³.

L'année 1994 constitue un tournant pour la Région Somali, tant au niveau de ses équilibres internes que de ses relations avec le gouvernement fédéral d'Addis-Abeba. Le retrait forcé de l'administration FNLO, dirigée par le président Hassan Gire Qualinle, mit fin à la lune de miel entre le FDRPE et les Éthiopiens-Somali nationalistes ogaadeen. Différents processus parallèles furent enclenchés, qui conduisirent à la distribution actuelle du pouvoir et compliquèrent davantage les désaccords politiques au sein de la Région 5. Début 1994, la création de la Ligue démocratique somali éthiopienne (LDSE) (Ethiopian Somali Democratic League), par dix partis politiques non ogaadeen, consacra le projet (jusque-là différé) visant à établir un parti affilié au FDRPE au sein de la Région Somali¹⁴. Depuis 1992, le FDRPE avait secrètement mis au point une stratégie pour contrer le FNLO, en prévision de son agenda sécessionniste¹⁵. Cependant, bien que la LDSE ait bénéficié d'un soutien fédéral, sa création a constitué une réponse directe à ce que les partis politiques non ogaadeen considéraient comme une hégémonie du FNLO. Alors que le Front national de libération de l'Ogaden avait fait valoir le droit à la sécession,

9. Voir R. Hogg, « Changing mandates in the Ethiopian Ogaden: the impact of Somali "refugees & returnees" on the UNHCR », in T. Allen (ed.), *In Search of Cool Ground: War, Flight and Homecoming in Northeast Africa*, Londres, James Currey, 1996, p. 153-163.

10. Voir Africa Watch, *Evil Days: 30 Years of War and Famine in Ethiopia*, New York, Human Rights Watch, 1991.

11. Entretien avec un fonctionnaire régional, Jijiga, 12 juillet 2003.

12. Voir A. I. Samatar, « Ethiopian federalism: autonomy vs control in the Somali Region », *Third World Quarterly*, vol. 25, n° 6, 2004, p. 1138.

13. Voir J. Markakis, « The Somali in Ethiopia », *Review of African Political Economy*, vol. 23, n° 70, 1996, p. 568.

14. Sur les partis « satellites » du FDRPE ou le PDO, voir L. Aalen, *Ethnic Federalism in a Dominant Party State: the Ethiopian Experience, 1991-2000*, Bergen, Chr. Michelsen Institute, 2002.

15. Voir G. Schröder, *Von Äthiopisch-Somaliland zum Somalistaat Äthiopiens*, Addis-Abeba, 1998, p. 55, miméo.

inscrit dans la Charte transitionnelle (article 39 de la Constitution de la FDRE), la Ligue démocratique somali éthiopienne a « compris mieux que les autres les limites de la démocratie proposée¹⁶ ». Lors des élections de 1995, la LDSE remporta une large victoire, obtenant 76 sièges (sur 139) à l'assemblée régionale et 15 (sur les 23 réservés à la Région Somali) au sein de la Chambre des représentants du peuple, au niveau fédéral. Cette victoire fut facilitée par différents facteurs : les divisions au sein du FNLO, le boycott électoral lancé par ses « faucons » et le redécoupage des circonscriptions au détriment du clan Ogaadeen.

Du point de vue éthiopien, la coalition entre le FDRPE et la LDSE traduisait l'émergence, sur la scène régionale, de chefs politiques éthiopiens-somali modérés et laïques. Parmi eux figurait Abdulmejid Hussein – aujourd'hui décédé –, président de la LDSE puis du Parti démocratique du peuple somali (PDPS) (Somali People's Democratic Party), également ancien ministre et diplomate éthiopien et onusien. Cet influent « ambassadeur », comme il était communément dénommé, appartenait au clan Isaaq et avait la confiance des cadres dirigeants du Front de libération du peuple tigréen (FLPT) (Tigray People's Liberation Front). D'autres dirigeants éthiopiens-somali pro-FDRPE gagnèrent de l'influence au cours de la dernière décennie, tels Shemsudin Ahmed, Abdirashid Dulane et Mahmoud Dirir. Tous furent, à un moment donné, ministres ou ambassadeurs pour le gouvernement fédéral et membres exécutifs du comité central du parti dirigeant de la Région Somali. En tant que courtiers loyaux du FDRPE, ils représentaient les intérêts fédéraux au niveau régional et, inversement, exprimaient les demandes régionales au niveau fédéral. Ils constituaient ainsi un lien politique vital entre Addis-Abeba et Jijiga. En endossant l'agenda politique du FDRPE, ils obtenaient le soutien fédéral dans leurs luttes de pouvoir au sein de la région. Aussi, depuis l'arrivée au pouvoir de la LDSE en 1994, les dirigeants politiques de la Région Somali ont essentiellement été perçus comme « un substitut au gouvernement fédéral d'Addis-Abeba¹⁷ ». La dépendance à l'égard du soutien fédéral signifiait également que le centre pouvait renvoyer les présidents et les cabinets régionaux fidèles au FDRPE. En conséquence, le renvoi précipité de hauts fonctionnaires et de dirigeants politiques devint une pratique courante au sein de la Région Somali ; depuis 1991, huit présidents se sont ainsi succédé à la tête du gouvernement régional.

La fortune de la LDSE en tant que parti dirigeant ne dura pas longtemps. Une scission entre Eid Dahir Farah, alors président de la Région Somali, et différents membres du comité exécutif du parti a considérablement affaibli la Ligue, aboutissant au renvoi et à l'emprisonnement de Dahir Farah. Fin 1997, la LDSE s'était totalement discréditée aux yeux de la population éthiopienne-somali et

avait perdu le soutien des représentants fédéraux¹⁸. Ce désordre au sein du parti autorisa les autorités fédérales à décréter la fusion entre le FNLO légal et ce qui restait de la LDSE. Mi-janvier 1997, après des mois de négociations confuses et en partie secrètes, la LDSE et le FNLO légal acceptèrent de fusionner en un Congrès national somali (Somali National Congress). En juin 1998, les deux partis élirent 35 membres pour les représenter au sein de la convention fondatrice du nouveau Parti démocratique du peuple somali¹⁹. À travers l'intégration de chefs modérés ogaadeen, le remplacement de la LDSE par le PDPS a alors traduit un élargissement de l'alliance pro-FDRPE au sein de la Région Somali. Malgré tout, depuis sa création le PDPS a été « perturbé par des luttes politiques intestines²⁰ ». En février 2001, le parti limogea 10 des 25 membres de son comité central suite à des allégations de corruption. Deux ans plus tard, le *leadership* du parti s'engagea dans une dispute acerbe portant sur Abdirashid Dulane qui fut contraint de démissionner de la présidence régionale et de la vice-présidence du PDPS²¹. Le Parti démocratique du peuple somali fut alors décrit comme incompetent et « corrompu au-delà de tout²² ». En réalité, le parti dirigeant de la Région 5 constitue une lâche entité parapluie pro-FDRPE, au sein de laquelle se joue une forte compétition généalogique et politique.

Avec l'aide de l'appareil gouvernemental, le PDPS est parvenu à mobiliser avec succès la population lors des élections nationales de 2000 et des élections locales de 2004. Les élections des *wereda* [districts] de 2004 ont révélé le PDPS comme parti unique d'État de fait au sein de la Région Somali. Sur les 3 309 conseillers de district élus dans la région, 3 182 appartenaient au PDPS (96,2 %), 21 (0,6 %) au parti d'opposition, le Parti démocratique somali occidental (PDSO) (Western Somali Democratic Party), et 106 étaient des candidats indépendants (3,2 %). Une partie du succès électoral et de la prédominance

16. L. Ollivier, « Les Somali du Harar et la "démocratie ethnique" éthiopienne (1991-1994) », *Politique africaine*, n° 59, octobre 1995, p. 163.

17. *Wardheer News*, 24 avril 2005, <<http://www.wardheernews.com>>.

18. Entretien avec un ancien journaliste, Harshin, 18 juin 2003.

19. Voir A. I. Samatar, « Ethiopian federalism... », art. cit., p. 1146.

20. IRIN, « Ethiopia : Somali regional State president removed », 23 juillet 2003,

<http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=35560&SelectRegion=Horn_of_Africa&SelectCountry=ETHIOPIA>.

21. Voir « 2003. Highlights in law and politics », *The Reporter*, n° 358, 16 juillet 2003, p. 12.

22. F. Roble, « Ethiopian elections of two stories : one for Ethiopia proper and another for the Somali State », *Wardheer News*, 4 mars 2005,

<http://www.wardheernews.com/articles/March_05/ethio_elections_faisal.htm>.

du PDPS a résulté de l'instrumentalisation effective des ressources et de l'administration d'État à des fins politiques. En outre, le parti a bénéficié de l'établissement d'un système qui intègre des aînés, nommés et payés par le gouvernement, au niveau des régions, des zones et des *wereda*. Ces *guurti* [conseils des anciens, en somali] ou *amakari* [conseillers, en amharique] furent établis début 2000 à travers la Région Somali, à l'initiative du gouvernement fédéral. Ils fonctionnent dans un dispositif parallèle à la structure formelle de gouvernement, allant de la *wereda* à la région²³. En plus de fournir une aide au gouvernement local en matière de paix et de sécurité, leur rôle fut décisif dans la mobilisation électorale.

FÉDÉRALISME ETHNIQUE À LA FRONTIÈRE SOMALI

Dans la Région Somali, la projection de l'État demeure embryonnaire : les données statistiques sur la population et le bétail sont peu fiables, il n'existe pas de carte des frontières réelles des unités administratives (telles que les zones et les districts de la région) et la monopolisation des affaires publiques est encore très limitée. Les Éthiopiens-Somali font souvent remarquer que « le gouvernement existe seulement sur le papier et ne fait rien²⁴ » et que l'administration effective est confinée à quelques centres urbains comme Jijiga ou Godey. D'un point de vue historique, l'Ogaden est une des frontières de l'Éthiopie où la pénétration de l'État a toujours été bien plus faible que sur les plateaux du centre²⁵. Dans la première moitié des années 1990, le régime actuel a reconnu la nécessité d'établir une administration effective au niveau des *wereda* afin d'étendre le contrôle étatique et de lutter contre l'insécurité dans la Région 5. Cependant, malgré une rhétorique grandiloquente, la dévolution de pouvoir et de finances aux 51 *wereda* de la région est demeurée jusqu'à présent essentiellement théorique. Cela dit, le « fédéralisme ethnique²⁶ » mis en œuvre par le FDRPE a modifié la politique au sein de la région. La décentralisation et la « démocratie révolutionnaire », telles que prévues par le FDRPE et soutenues financièrement par les bailleurs internationaux, ont eu des répercussions dans la région. Cet impact se retrouve dans le jeu politique néopatrimonial qui s'exerce lors des élections et des nominations pour le gouvernement local et dans la compétition pour la représentation territoriale.

L'autonomie accordée aux Éthiopiens-Somali dans l'architecture fédérale éthiopienne a radicalement transformé la politique locale. Si les observateurs extérieurs ont eu tendance à interpréter les dynamiques internes de la Région 5 exclusivement en termes de « tribalisme » et de « clanisme », comme « impératif catégorique des pratiques politiques somali²⁷ », il faut souligner que la politique régionale dépasse le simple facteur identitaire. Au cours des quinze

dernières années, le régime politique éthiopien-somali s'est caractérisé par trois phénomènes parallèles. Premièrement, l'autorité politique dans la Région Somali est essentiellement néopatrimoniale. Elle implique des patrons fédéraux et régionaux proches des dirigeants du FDRPE et de son substitut, le PDPS. Mais elle comprend aussi des clients qui recherchent la protection et le soutien de leurs patrons. Cette régulation néopatrimoniale s'exerce à travers la coexistence d'une structure patrilinéaire segmentée, d'une bureaucratie et d'un gouvernement local légal-rationnel. Plus simplement, la tension entre organisation clanique et bureaucratie d'État a entraîné une instabilité marquée et continue des institutions de la région. Depuis 1991, les rotations, les renvois et les changements sont devenus courants au sein des branches exécutives de la région, des zones et des districts. Deuxièmement, la transmission de l'administration régionale aux Éthiopiens-Somali s'est traduite par d'âpres compétitions pour le contrôle des ressources étatiques. Les chefs politiques, c'est-à-dire l'élite urbaine, généralement avec le soutien de leurs groupes lignagers respectifs, luttent pour les nominations administratives. Celles-ci leur permettent essentiellement d'accéder aux budgets publics et d'acquiescer certains bénéfices, tels que salaires, contrats publics, contrôle des forces de sécurité et *per diem* pour différentes tâches *ad hoc*. Troisièmement, comme pour le reste du pays, les décisions politiques majeures au sein de la Région Somali sont prises et mises en œuvre dans le cadre des structures du parti au pouvoir plutôt que par les institutions représentatives, comme le Parlement ou les Conseils de gouvernement local. Il existe un « réel chevauchement dans le personnel et les fonctions²⁸ » du parti, de l'administration et du Parlement. Cependant, l'occupation d'une position importante au sein du parti donne davantage de pouvoir de décision qu'un poste à responsabilité dans l'appareil politico-administratif.

23. Voir A. Abraham, A. Kefale, H. Jemma et T. Oliko, *Conflict and Conflict Mitigation Mechanisms in Dollo Ado and Dollo Bay Wereda of the Somali Regional State*, Addis-Abeba, Save the Children Fund-US, 2000, p. 29.

24. S. Lister, *The Processes and Dynamics of Pastoralist Representation in Ethiopia*, Sussex, Institute of Development Studies, 2004, p. 12.

25. Les autres régions frontières d'Éthiopie sont Afar, Benishangul et Gambela.

26. Voir, entre autres, A. Abbay, « Diversity and state-building in Ethiopia », *African Affairs*, vol. 103, n° 413, 2004, p. 593-614 ; S. Vaughan, *Ethnicity and Power in Ethiopia*, Édinburgh, PhD thesis, University of Edinburgh, 2003.

27. J. Markakis, « The Somali in Ethiopia », art. cit., p. 570.

28. S. Lister, *The Processes and Dynamics...*, *op. cit.*, p. 22.

De la création de la région jusqu'à la tenue des premières élections de district en février 2004, les administrateurs des zones et des districts, ainsi que les présidents de *kebele* [plus petite unité administrative] ont été désignés par le haut. Les clients des dirigeants politiques régionaux ont été nommés comme fonctionnaires du gouvernement local. Généralement loyaux au parti dirigeant, ils représentaient le clan dominant au sein d'un territoire donné. Lors des élections locales de 2004, initialement prévues en 2001, chaque district a élu un conseil, composé d'un porte-parole, d'un vice-porte-parole, d'un administrateur et d'un vice-administrateur. Malgré la création d'institutions représentatives au niveau du district et de la région, les élections au sein de la Région 5 ont été marquées par une présélection rigoureuse des candidats par les chefs du parti. C'est en effet seulement après avoir été investis par le parti que les candidats sont amenés à mobiliser les membres de leur localité et de leur clan²⁹. Tandis que le parti dirigeant (actuellement le PDPS, auparavant la LDSE et le FNLO) s'assure de la conformité politique et idéologique entre son siège de Jijiga et les localités reculées de la région, les aînés, de leur côté, font du *lobbying* pour recruter leurs parents proches et défendre ainsi l'intérêt de leur lignage. En conséquence, les nominations, les élections, les renvois et les remplacements des administrateurs locaux au sein de la Région Somali s'effectuent à l'interface des intérêts partisans et généalogiques. Les postes importants du gouvernement régional, notamment les chefs des administrations sectorielles, sont tous occupés par des partisans du parti dirigeant. Bien que ces postes soient soumis à une rotation fréquente, leur répartition fait l'objet d'un certain équilibre clanique, reflétant approximativement l'importance démographique des clans de la région. Au début de la nouvelle administration régionale, les positions supérieures du *kilil* [administration régionale] avaient été attribuées à des hommes politiques et à des hauts fonctionnaires ayant auparavant participé au régime de Mohammad Siyaad Barre en Somalie. Depuis quelques années, une jeune génération d'Éthiopiens-Somali, diplômés de l'Ethiopian Civil Service College (ECSC), a commencé à concourir pour les postes à responsabilité du gouvernement régional.

On a principalement interprété l'administration de la Région 5, définie de manière ethnique, comme étant exclusivement régulée par un groupe dominant. La représentation politique est alors assimilée au contrôle incontesté d'un clan sur son territoire. Si des aires d'« habitation » existent dans la société somali, leurs frontières n'ont cependant jamais été statiques ni définitives. La production pastorale repose, en effet, sur la mobilité et sur un mode d'utilisation flexible des ressources. L'établissement de l'administration décentralisée sous le FDRPE impliquait la définition des unités de district et de *kebele* et leur attribution à un clan particulier. Davantage liés au contrôle territorial qu'à

l'utilisation des ressources, les conflits violents autour de la terre devinrent de plus en plus visibles³⁰. Un exemple édifiant est ici celui qui opposa, à la fin des années 1990, différents sous-clans des *Reer Abdille* (sous-branche des Ogaadeen) et le clan *Shekash* qui entendait établir son propre district à Imi Est, au sein de la zone d'Afder. Des confrontations répétées firent plusieurs centaines de morts et aboutirent au déplacement de 14 000 personnes en 2003³¹.

La restructuration de l'administration sur une base ethnonationale fut particulièrement néfaste aux groupes pastoraux qui partageaient une identité somali-oromo commune, tels que les Gabra, Garre, Geri, Guura ou Guji. Avant la décentralisation, de fortes alliances existaient entre les Oromo et les Somali qui se rejoignaient autour d'une identité musulmane-couchitique et d'une lutte commune contre la domination des plateaux³². La fraternité somali-oromo des plaines orientales fut passablement perturbée lorsque les communautés durent s'affilier à la Région Somali ou à la Région Oromyaa et, de façon concomitante, à l'identité somali ou oromo³³. Le long de la frontière de la Région 5, de nombreux districts et *kebele* sont alors disputés par les Régions Somali, Oromyaa et Afar³⁴. Les représentants gouvernementaux ont présenté ces tensions frontalières comme des problèmes locaux. En réalité, les responsables des partis et de l'État ont incité et alimenté ces conflits ethno-politiques en fournissant armes, argent et soutien politique à leur groupe de parenté, respectivement somali et oromo³⁵.

29. Voir, par exemple, l'analyse de F. Roble pour expliquer comment les aînés Gari et Jarso ont décidé des candidats pour les élections nationales et régionales de 1995. F. Roble, « The death of an era and the demise of the community EPRDF's manipulation of Somali clans », *Ethiopian Review*, avril 1996, <<http://ethiopianreview.homestead.com/FeatureFaisalRobleApr96.html>> [16 avril 2004].

30. Comme de plus en plus de clans revendiquent leur propre district au sein de la région, leur nombre est passé de 41 en 1995 à 51 lors des élections de 2004.

31. Voir A. A. Egeh, « Note for the file. Clarifications on IDP figures in Ethiopia », in UN OCHA, *IDPs in Ethiopia Final*, Addis-Abeba, UN OCHA Ethiopia, 2003, p. 1-6.

32. Voir I. M. Lewis, « The Western Somali Liberation Front (WSLF) and the legacy of Sheikh Hussein of Bale », in J. Tubiana (ed.), *Modern Ethiopia: from the Accession of Menelik II to the Present*, Rotterdam, Balkema, 1980, p. 409-415.

33. Cette observation cadre avec l'argument de S. Vaughan selon lequel le fédéralisme a ethnicisé la politique éthiopienne. Lire S. Vaughan, *Ethnicity and Power in Ethiopia...*, op. cit., p. 25.

34. En septembre 2004, la Région Somali revendiquait 150 *kebele* administrés par l'Oromyaa, tandis que cette dernière revendique l'autorité sur plus de 300 *kebele* appartenant à son voisin somali (Ayele Gebre-Mariam, communication personnelle, 21 septembre 2004).

35. Entretien avec un ancien fonctionnaire gouvernemental, Qalafo, 24 juillet 2004.

« ENVOYER UNE AUTRE TRIBU SOMALI ?... »

Les observateurs reconnaissent que l'élite éthiopienne-somali, depuis qu'elle assure le contrôle de la région, a été rongée par les divisions et a manqué de talent politique et de compétences bureaucratiques. Cependant, si les institutions publiques ont jusque-là échoué à répondre aux besoins et aux droits de la population, le désordre politique interne n'en constitue pas le facteur unique. Dans le cadre des interactions fédération / région, le régime fédéral du FDRPE a usé de tactiques de contrôle et est davantage intervenu dans les affaires régionales au cours de la dernière décennie³⁶. De manière typiquement centraliste, aussi bien le gouvernement impérial que le Derg s'étaient régulièrement impliqués dans les affaires politiques locales de l'Ogaden.

Contrairement à la nature autoritaire des régimes antérieurs, la charte du GFT promettait une autonomie ethnonationale et l'espoir d'une marge de décision élargie. Au début du gouvernement FDRPE, l'implication dans les affaires de l'État somali était plutôt minimale. Après avoir consolidé son pouvoir à travers le pays et suite à l'appel à la sécession des Somali en 1994, le FDRPE a en partie repris la politique menée par ses prédécesseurs à l'égard de la périphérie somali. Les préoccupations de sécurité nationale ont lentement, mais sûrement, commencé à prendre le pas sur l'agenda initial des réformes que les nouveaux dirigeants entendaient mettre en œuvre à destination de la « région arriérée ». Cela impliquait de nouvelles priorités : endiguer le nationalisme et l'irrédentisme somali, devancer le fondamentalisme islamique et sauvegarder l'accès aux réserves d'énergie naturelle encore non exploitées de la région³⁷.

Les groupes non ogaadeen, numériquement moins importants³⁸, ont volontairement accepté le patronage fédéral afin d'obtenir une influence régionale. Suite à la chute de la première administration du FNLO au milieu des années 1990, ils sont parvenus à éviter la restauration d'un gouvernement exclusivement ogaadeen. Involontairement, ils ont contribué à miner l'autonomie régionale en invitant le gouvernement fédéral à arbitrer le jeu des rivalités claniques et du factionnalisme. L'incapacité des Éthiopiens-Somali à s'unir politiquement a clairement bénéficié aux autorités fédérales. Elle leur a permis de poursuivre la tradition du gouvernement central consistant à monter un clan (ou une alliance de clans) somali contre un autre³⁹, ce qui constituait un moyen de contrôle peu coûteux des vastes plaines somali inhabitées où la présence fédérale se limite jusqu'à présent à des garnisons militaires.

Cependant, les interventions fédérales dans la Région Somali dépassent la simple politique du diviser pour mieux régner. Les intérêts fédéraux sont garantis par des accords subtils élaborés au sein, et à l'extérieur, des canaux

officiels entre les organes fédéraux et régionaux. Mais ils sont aussi assurés par des injonctions politiques catégoriques et par l'exercice ou la menace de la force. Les autorités fédérales, à savoir le ministère des Affaires fédérales, ont en effet mis au point diverses tactiques pour influencer la politique interne de la Région Somali. Leurs interventions les plus directes furent les renvois successifs des présidents régionaux et d'hommes politiques de premier plan. Seulement deux des huit présidents régionaux ont obtenu leur poste par élection ; les autres furent directement choisis, et plus tard évincés, par les cadres pro-FDRPE du gouvernement fédéral (ou avec leur bénédiction).

Les campagnes contre-insurrectionnelles contre les « éléments anti-paix » [*nabad diid*, en somali, ou *tseré selam*, en amharique] – euphémisme pour désigner les combattants du FNLO – constituent une autre forme d'intervention fédérale directe dans la région. Les responsables militaires et les milices régionales ont été impliqués dans la persécution de cadres et de sympathisants du FNLO depuis la brouille entre ce dernier et le FDRPE en 1994. Un parallèle frappant peut être effectué ici avec la région voisine de l'Oromyaa où la répression d'État du Front de libération oromo (FLO) (Oromo Liberation Front) a créé une paranoïa au sein la population⁴⁰. Dans le cas du Front national de libération de l'Ogaden, le gouvernement fédéral a poursuivi une double stratégie : d'un côté, tout en soutenant les Ogaadeen modérés et les intérêts politiques non ogaadeen, il a isolé l'aile la plus radicale du FNLO ainsi que ses alliés ; de l'autre, les forces de sécurité fédérales et régionales se sont engagées militairement contre les rebelles du FNLO et leurs sympathisants présumés. Depuis l'adoption par le Front d'une stratégie de guérilla à petite échelle, les deux camps proclament régulièrement des victoires sur leurs ennemis⁴¹.

36. Pour un compte-rendu détaillé des interventions gouvernementales dans la Région Somali, lire A. I. Samatar, « Ethiopian federalism... », art. cit.

37. Voir M. H. Khalif, « Ethiopia's plans for the Kalub Gas project unfair », *Review of African Political Economy*, vol. 27, n° 83, 2000, p. 129-132.

38. Isaaq, Issa, Gadabuursi, Gerri, Gurgura, Rer Barre, Hawiye, Dhulbahante, Majerteen, Jidwak, Shekash et Mareehaan.

39. Un procédé résumé par l'écrivain originaire de Jijiga, Nega Mezlekia : « [...] lorsque papa mentionna le récent soulèvement d'une tribu somali près de Jijiga, M. Alula affirma qu' [...] il était immoral pour les soldats du Roi de lever les armes contre cette tribu gênante. La solution morale à ce problème perpétuel [...] était d'envoyer une autre tribu somali pour l'affronter. » Voir N. Mezlekia, *Notes from the Hyena's Belly: an Ethiopian Boyhood*, New York, Picador, 2000, p. 49-50.

40. Voir Human Rights Watch, *Suppressing Dissent: Human Rights Abuses and Political Repression in Ethiopia's Oromia Region*, New York, Human Rights Watch, 2005. Le FLO et le FNLO sont officiellement alliés depuis 1996 ; leurs représentants à l'étranger font régulièrement des déclarations communes.

41. Le FNLO a renforcé son activité de propagande en 2000, avec le lancement de sa radio à ondes courtes, Radio Xuriyo [Radio Liberté], captée dans la Région Somali.

Entre 1998 et 2001, une influence plus discrète dans le processus régional de décision est apparue à travers le déploiement de « conseillers techniques ». Des cadres supérieurs FLPT / FDRPE du ministère des Affaires fédérales ont été secondés pour « conseiller » les présidents régionaux et les chefs d'administration dans les régions périphériques du pays. Dans la Région 5, ils se sont assurés que les responsables régionaux suivaient la ligne définie par le gouvernement central dans tous les domaines politiques importants. Suite à des protestations de l'administration régionale, ce déploiement permanent de conseillers fédéraux a été stoppé. Cependant, le FDRPE continue de copiloter les affaires de la Région Somali par l'intermédiaire de ses cadres – des bureaucrates du ministère fédéral –, ainsi que par l'orientation intellectuelle (ou plutôt l'endoctrinement politique) du Parti démocratique du peuple somali et des fonctionnaires. Une autre pratique, apparemment technique, permettant aux autorités fédérales d'exercer leur pouvoir sur les responsables éthiopiens-somali est le *gem gema*, qui pourrait se traduire par *critique et autocritique*⁴². Le *gem gema* est utilisé au cours de réunions, particulièrement celles du parti dirigeant, où des fonctionnaires doivent admettre avoir commis des actes illégaux, par exemple de corruption. En plus de ces procédures administratives, les autorités fédérales restent en étroite relation avec les anciens influents des clans de la région. Ces derniers sont sollicités pour contrebalancer l'administration étatique régionale et notamment pour faire pression sur le *kilil* afin qu'il mette en œuvre les politiques défendues par les autorités fédérales. À travers la convocation de réunions à Jijiga, les responsables du FDRPE ont cherché à impliquer les anciens dans la gestion des problèmes les plus pressants de la Région Somali, à savoir la décentralisation, les querelles relatives aux frontières régionales et, bien souvent, l'insécurité. Beaucoup d'anciens bénéficient d'une sorte de légitimité populaire et d'une impartialité dont les hauts responsables de la région ont jusque-là manqué.

L'opposition aux fondamentalistes islamiques est devenue une autre pierre angulaire de l'agenda du FDRPE dans son rapport avec les plaines sud-orientales. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement central a eu un discours constant sur les dangers imminents posés à l'Éthiopie par les adhérents d'Al-Itihad al-Islam (Union islamique). Al-Itihad a établi sa branche dans la Région 5 dès la mi-1991 et, initialement, a été enregistrée comme un parti politique légal⁴³. Les tensions entre le GFT et Al-Itihad sont apparues en 1992, lorsque cette dernière a progressivement militarisé ses activités et ses partisans. Bien que plusieurs organisations islamiques somali soient apparues dans le sillage de la chute du régime de Siyaad Barre, Al-Itihad était le seul groupe à poursuivre une réelle stratégie régionale et militaire au sein des territoires somali de la Corne de l'Afrique⁴⁴. La réaction du FDRPE à l'encontre

d'Al-Itihad a été aussi rapide que violente. Entre 1992 et 1996, l'Éthiopie a détruit avec succès ses capacités militaires dans la Région 5 et la région de Gedo (Somalie voisine)⁴⁵. Avec l'arrivée de la « guerre contre la terreur » conduite par les États-Unis après le 11 septembre 2001, et les spéculations relatives à la présence de cellules d'Al-Qaida en Somalie, le gouvernement éthiopien fut prompt à qualifier Al-Itihad d'organisation terroriste, clamant à l'occasion qu'elle bénéficiait du soutien logistique et financier d'islamistes étrangers⁴⁶. Le gouvernement a tenté d'instrumentaliser le discours antiterroriste mondial en présentant, sur le plan interne et international, ses opposants armés du FNLO et du FLO comme des organisations terroristes. En rejoignant la coalition mondiale contre le terrorisme, le FDRPE s'est assuré de l'aide économique et militaire étasunienne. Parmi d'autres, les troupes américaines ont dispensé une formation sur le contre-terrorisme à trois bataillons éthiopiens, au sein du camp militaire d'Hurso⁴⁷. Fin 2003, les marines américains avaient établi dans la Région Somali de petits postes avancés, dénommés *lily pads* [feuilles de nénuphars], d'où ils surveillent la frontière entre l'Éthiopie et la Somalie, et mettent en œuvre des actions mineures de développement, destinées à gagner la sympathie des populations locales⁴⁸.

42. Le *gem gema* est une méthode inscrite dans l'idéologie marxiste-léniniste, que le FLPT avait utilisée tout au long de ses dix-sept ans de lutte armée contre le Derg. Le *gem gema* est dorénavant pratiqué et par le FLPT et ses partis « satellites ».

43. Al-Itihad a été créée à la fin des années 1980 par des cercles de groupes d'étude islamique et des cellules de Muslim Brotherhood, essentiellement composées de jeunes religieux somali, éduqués en Arabie saoudite et suivant une interprétation puritaine (salafiste) de l'islam. Voir K. Menkhaus, « Political Islam in Somalia », *Middle East Policy*, vol. IX, n° 1, 2002, p. 112.

44. Voir R. Marchal, « Islamic political dynamics in the Somali civil war », in A. de Waal (ed.), *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, Londres, Hurst & Company, 2004, p. 125.

45. Voir K. Menkhaus, *Somalia: State Collapse and the Threat of Terrorism*, Londres, International Institute for Strategic Studies, 2004.

46. Medhane Tadesse, historien au Kotebe Teacher's College et conseiller du ministère éthiopien des Affaires étrangères, a participé à la diffusion de cet argument en publiant un livre sur Al-Itihad. Voir M. Tadesse, *Al-Itihad: Political Islam and Black Economy in Somalia*, Addis-Abeba, Mega Printing, 2002.

47. Voir D. H. Shinn, « Fighting terrorism in East Africa and the Horn », *Foreign Service Journal*, vol. 81, n° 9, 2002, p. 36-42.

48. Ces postes avancés comprennent un camp temporaire près de Jijiga ainsi qu'un baraquement dans la ville de Godey (observation de l'auteur lors de recherches de terrain en 2003 et 2004). L'armée américaine étend son réseau de postes avancés dans le cadre de la « guerre contre la terreur ».

LES IDENTITÉS DISPUTÉES DES SOMALI EN ÉTHIOPIE

Quinze ans après la création de l'État régional somali et l'introduction officielle du concept de « nation somali » au sein de la politique éthiopienne, la question de la matérialisation ou non (ou à quel degré ?) de l'identité somali demeure controversée. Les dynamiques politiques continues au sein de la Région Somali et de la Corne de l'Afrique interdisent toute généralisation sur le sujet, toutefois on peut établir une distinction entre des récits exogènes et endogènes relatifs à l'identité des Somali en Éthiopie.

Comment l'extérieur appréhende-t-il l'orientation politique, réelle ou désirée, des habitants de la Région 5 ? En tant que garant du « fédéralisme ethnique », le gouvernement FDRPE propage logiquement la maxime selon laquelle les Somali peuvent développer et promouvoir leurs propres culture et organisation tout en faisant allégeance à l'État éthiopien. Inversement, et malgré la rhétorique officielle, la majorité des Éthiopiens non somali des plateaux considèrent les Somali, qu'ils vivent ou non dans le pays, comme étrangers à la nation éthiopienne. La guerre de l'Ogaden demeure un souvenir vivace et les Somali sont souvent présentés comme les ennemis de l'Éthiopie. La récente guerre civile et l'effondrement de l'État somalien ont renforcé les préjugés populaires présentant les Somali comme un peuple « anarchique », « dangereux » et sur lequel « on ne peut pas compter ». La reconnaissance externe d'une identité éthiopienne-somali au sein de l'Éthiopie revient donc aux avocats du « fédéralisme ethnique », c'est-à-dire à l'élite politico-administrative étatique. De même, alors qu'une multitude d'opinions existe parmi les membres de la diaspora somali dans le monde, la plupart d'entre eux rejettent la possibilité d'une identité éthiopienne-somali idiosyncrasique. Au sujet de l'avenir politique de la région, la diaspora se divise entre les tenants d'une orientation pan-somali et les défenseurs de l'autodétermination de l'Ogaden. Les premiers considèrent la Région 5 comme partie intégrante de la nation somali, divisée par la colonisation. Aussi en parlent-ils comme de la Somalie occidentale (*Soomaali Galbeed*). Les seconds, quant à eux, sont partisans de l'autodétermination, sur la base de l'ensemble du territoire somali de l'Éthiopie. Comme l'a souligné un internaute dans un forum de discussion, « il n'y a rien de dénommé *Galbeed*, il s'agit d'Ogadenia⁴⁹ ». Ces récits sur les identités collectives éthiopiennes-somali, ogaden ou somali occidentales, dévoilent les interprétations multiples et contestées relatives à ce que sont et doivent être les Somali en Éthiopie. Ces divergences constituent l'arrière-plan de beaucoup des divisions du *leadership* de la région. Il en résulte un régime fragmenté, qui oscille entre un sentiment minoritaire d'appartenance à l'État-nation éthiopien, de fortes velléités d'indépendance (à l'image de la lutte du FNLO) et une intégration économique avec une partie de la Somalie voisine.

Les promesses manifestes d'allégeance à l'État-nation éthiopien par les Éthiopiens-Somali sont exceptionnelles. Elles sont souvent empreintes d'arrière-pensées et largement limitées aux membres de la bureaucratie et du parti dirigeant de la région. Indépendamment de l'idiome officiel sur l'identité éthiopienne-somali, l'intégration économique et sociale sur l'Éthiopie des plateaux est une caractéristique dominante des enclaves périphériques au sein de la Région 5. Les agropastoralistes somali (Oromo) du Harargué de l'Est (comme était autrefois dénommé le territoire qui s'étend des plateaux du Harar aux confins de la zone actuelle de Jijiga) sont davantage impliqués dans le commerce et les échanges avec les plateaux éthiopiens que les Somali de l'Haud et de l'Ogaden⁵⁰. Les communautés qui vivent le long de la route commerciale historique entre Harar et le port de Berbera (au Somaliland voisin) partagent un même sentiment d'attachement aux plateaux éthiopiens. Les plus petits clans Darood et Dir, qui habitent la partie nord-orientale de la Région Somali, ont opté pour une position plus indulgente à l'encontre du gouvernement FDRPE. Peut-être agissent-ils ainsi plus par peur d'être marginalisés par les nationalistes ogaadeen sectaires que par compassion envers le « fédéralisme ethnique ».

Le FNLO est la plus importante organisation prônant l'autodétermination et, *in fine*, l'indépendance de la Région 5, qu'elle dénomme « Ogadenia ». L'origine du FNLO, créé clandestinement à Mogadiscio en août 1984, remonte aux divisions qui ont émergé pendant les années 1980 au sein du FLSO⁵¹. En 1986 à Alger, Mohamed Ismail, actuel vice-président du FNLO, avait proclamé la formation de cette organisation en tant qu'opposition en exil, « seulement responsable devant le peuple d'Ogaden et indépendante de tout gouvernement à Mogadiscio⁵² ». Contrairement au FLSO, qui avait recherché la réunification avec la Somalie, le FNLO demandait un plébiscite populaire pour décider si

49. SomaliNet Forum, Soomaali Galbeed, 5 mars 2005,

<<http://somalinet.com/forum/viewtopic.php?t=9442>> [17 juin 2005].

50. Voir E. Gebissa, *Leaf of Allah: Khat and Agricultural Transformation in Harerge, Ethiopia 1875-1991*, Oxford, James Currey, 2004.

51. Les informations fiables sur le FNLO sont très claires et toutes les questions relatives à son organisation et à ses activités sont extrêmement sensibles. Sur l'histoire du FNLO, voir J. Markakis, « The Somali in Ethiopia », art. cit., et plus spécialement G. Schröder, *Von Äthiopisch-Somaliland zum Somalistaat Äthiopiens, op. cit.* Quelques aperçus sont fournis par Ogaden Online, « Who is the ONLF? An inside look into the organization and the idea », 25 novembre 2001,

<http://www.ogaden.com/ogaden_online_special_report1.htm> [11 avril 2005].

52. FNLO, « Political programme of the Ogaden National Liberation Front (ONLF) » [s. d.], <http://www.onlf.org/political_programme.htm> [11 avril 2005].

« Ogadenia » devait rester au sein de l'Éthiopie, fusionner avec la Somalie ou devenir indépendante. Nombre des fondateurs du FNLO avaient été éduqués dans le monde arabe dans les années 1960 et 1970 ; certains d'entre eux avaient développé des tendances baasiste et islamique. Ils prirent alors leurs distances avec les anciens nationalistes du FLSO qui avaient grandi dans les années 1940 et 1950, pendant l'âge d'or du nationalisme somali, et dont la pratique politique était fortement sectaire et clientéliste. Le FNLO était partisan d'un programme plus dogmatique, fondé sur un nationalisme ogaadeen particulariste ; dès le début, il se concentra sur l'extension et la consolidation de ses structures au sein de la diaspora où il recruta parmi les jeunes membres éduqués du clan Ogaadeen. Parallèlement, selon G. Schröder, le FNLO établit des liens, au milieu des années 1980, avec des islamistes radicaux du futur groupe Al-Itihad. Ceux-ci partageaient avec le FNLO une même aversion contre le nationalisme pan-somali et son enracinement dans des intérêts généalogiques⁵³.

À travers la vague massive de retour vers l'Ogaden provoquée par la désintégration de la Somalie, le FNLO est parvenu à s'établir au sein du territoire qu'il entend libérer. Après s'être brouillé avec le FDRPE et suite aux confrontations militaires qui s'ensuivirent, le FNLO a éclaté en différentes factions en 1995. Les faucons, sous le *leadership* de Sheikh Ibrahim Abdullahi, choisirent la lutte armée dans le bush. Une plus petite faction, dirigée par Said Bedri, rechercha un arrangement direct avec la LDSE, proche du FDRPE. Un troisième groupe d'intellectuels et d'hommes d'affaires ogaadeen entreprit de négocier un accord avec la LDSE, tout en conservant l'autonomie organisationnelle du FNLO. Depuis que le Front national de libération de l'Ogaden « illégal » a pris le maquis, les développements internes à l'organisation sont devenus plutôt opaques. Les principaux chefs du FNLO, dont le président, l'amiral Mohamed Omar Osman, vivent en Occident. Leurs combattants mènent une stratégie insurrectionnelle dans les zones de Fiq, Korahe, Degehabur, Wardheer et Godey, au sein de la région. Le FNLO y bénéficie d'un soutien populaire grâce aux membres des lignages de Mohammed Zubeyr, Bah Garri, Makahil et Tolomogge du clan Ogaadeen. Bien que sa capacité militaire soit limitée, son réseau d'informateurs et de sympathisants couvre néanmoins l'ensemble de la Région Somali. Le FNLO affirme représenter tous les Somali vivant en Éthiopie. Pourtant, dans la réalité, la plupart des non-Ogaadeen ne le soutiennent pas car, selon eux, il défend essentiellement les intérêts des lignages Ogaadeen. De même, il serait faux de présumer que le FNLO bénéficie du soutien inconditionnel de tous les Ogaadeen. En effet, les administrations pro-FDRPE de la région, de la LDSE au PDPS, incluent toutes une forte représentation ogaadeen.

En l'absence persistante de gouvernement central somalien et avec la dérive sécessionniste du Somaliland, la quête d'une réunification de tous les territoires somali au sein d'un même État est devenue temporairement caduque. Cependant, l'effondrement de la République démocratique de Somalie s'est traduit par l'apparition d'une inattendue « Grande Somalie », constituée sur la base d'une intégration économique et non politique. La privatisation complète du commerce, des transports et de la finance a stimulé la libre circulation des biens, services et informations au sein des territoires somali⁵⁴. La Région 5 est solidement insérée dans cette large économie politique somali. Les produits de contrebande échangés dans la région, au Somaliland, au Puntland et en Somalie centrale, consistent essentiellement en des denrées alimentaires non périssables, des vêtements, des appareils électroniques et des biens de consommation. En retour, du khat, du bétail et des légumes sont exportés sur la route qui relie l'Ogaden aux centres commerciaux de la Somalie⁵⁵. Au sein de la Région 5, le shilling de Somalie et du Somaliland est largement utilisé comme monnaie parallèle au birr éthiopien – celui-ci, bien que soutenu par le gouvernement central, n'y étant pas disponible en quantité suffisante. La répartition transfrontalière des clans « connecte » en outre les habitants de la région aux territoires voisins de Djibouti (Issa), du Somaliland (Gadabuursi, Isaaq, Darood), du Puntland (Majeerteen), de la Somalie centrale (Hawiye, Mareehaan, Digil, Mirifle, etc.) et au nord-est du Kenya (Darood, etc.). Bien que les interactions au sein de ces territoires claniques ne soient pas irrédentistes au sens strict, elles façonnent l'identité des Éthiopiens-Somali en tant que membres d'un marché économique commun somali.

Avec l'introduction du « fédéralisme ethnique », la Région Somali d'Éthiopie a encore connu un nouveau tournant dans les relations complexes qu'elle entretient avec le gouvernement central et les plateaux éthiopiens. Du gouvernement impérial de Ménélik à Hailé Selassié, et de la dictature du Derg de Mengistu Hailé Mariam à la révolution démocratique du FDRPE sous l'égide

53. Selon A. de Waal, à la fin des années 1990, le FNLO « en vint à dépendre d'Al-Itihad al-Islami pour son assistance financière ». Lire A. de Waal, « The politics of destabilisation in the Horn, 1989-2001 », in A. de Waal (ed.), *Islamism and its Enemies...*, op. cit., p. 205.

54. Voir P. D. Little, *Somalia: Economy without State*, Bloomington, Oxford, Indiana University Press, James Currey, 2003.

55. Voir T. Teka et A. Azeze, *Cross-Border Trade and Food Security in the Ethiopia-Djibouti and Ethiopia-Somali Borderlands*, Addis-Abeba, OSSREA, 2002.

de Meles Zenawi, la politique au sein de l'Ogaden a été reconfigurée de nombreuses fois. Il existe cependant des continuités qui transcendent les régimes respectifs. Au cœur de ces permanences figure le caractère de frontière de la Région Somali, en tant qu'espace social où les formes judiciaire et bureaucratique de contrôle étatique sont confrontées au rejet et à une résistance catégorique. La Région Somali fait ainsi partie des « régions pastorales périphériques » d'Afrique orientale qui contestent sans cesse les structures politiques nationales de l'État central⁵⁶. Au-delà de cette permanence, les régimes et les dirigeants qui se sont succédé au cœur de l'État éthiopien ont transformé les relations avec la périphérie somali et la politique qui y prévaut. Dans la phase la plus récente, depuis 1991, les Éthiopiens-Somali ont directement administré leur État régional au sein du cadre fédéral. Comme cet article le montre, cette expérience démocratique a été infléchie au milieu des années 1990 par des interventions manœuvrières des autorités fédérales. Aujourd'hui, le gouvernement central use de tactiques à la fois patrimoniales et coercitives vis-à-vis de la Région Somali. Ces tactiques rappellent celles de la période 1920-1977, lorsque le gouvernement central remplaça en partie son ancien mode de domination militaro-fiscale par un contrôle bureaucratique renforcé, une répression ciblée et la cooptation, au sein de l'administration provinciale, de chefs éthiopiens-somaliens et de groupes claniques.

Pour conclure, le pronostic avancé par C. L. Gesheker il y a deux décennies, et selon lequel « un État éthiopien dont les dirigeants autoriseraient l'auto-détermination somali consentirait implicitement à sa propre désintégration territoriale⁵⁷ », s'est révélé pertinent. Bien que les Éthiopiens-Somali jouissent formellement de l'autonomie, le FDRPE s'est assuré que les développements politiques au sein de la région ne dévient pas de son agenda. Derrière les rideaux de la démocratie fédérale, Addis-Abeba est donc le compositeur qui rédige une partition que le gouvernement régional joue comme un chef d'orchestre involontaire, faisant face à un public somali de plus en plus déçu ■

Tobias Hagmann

Institut des hautes études en administration publique (Idheap), Lausanne

Mohamud H. Khalif

Écrivain, Jeddah (Arabie saoudite)

Traduction d'Ivan Crouzel